



PREFET DE LOIR-ET-CHER

RECEPISSE DE DECLARATION
DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX
CONCERNANT L'ASSAINISSEMENT PLUVIAL
DE LA ZAC « LES AIGREMONTS »

COMMUNE DE VENDOME

DOSSIER N° 41-2015-00013

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le SDAGE du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 novembre 2009 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014-349-0007 en date du 15 décembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Pierre PAPADOPOULOS, directeur départemental des territoires de Loir-et-Cher ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014-350-0003 en date du 16 décembre 2014 portant délégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires de Loir-et-Cher ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, considérés complets et réguliers en date du 10 avril 2015, présenté par M. le Directeur de 3 Vals Aménagement à BLOIS (41000), enregistré sous le n°41-2015-00013 et relatif à l'assainissement pluvial de la ZAC « Les Aigremonts » sur la commune de VENDOME.

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**Monsieur le Directeur
3 Vals Aménagement
Immeuble le Victoria
23 rue de la Vallée Maillard
41013 BLOIS Cedex**

concernant :

l'assainissement pluvial de la ZAC « Les Aigremonts »

dont la réalisation est prévue sur la commune de VENDOME

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <p>1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)</p> <p>dans le cas présent :</p> <p>Superficie totale : 19,3 ha Superficie du projet à aménager : 7,2 ha Les parcelles concernées sont : AV n° 264, 275, 293, 297, 300, 302, 312, 314, 317, 332, 334, 335, 336, 338 à 342, 345 à 348, 350, 353, 355 à 358, 365, 366, 368 à 371, 373 à 377, 379, 380, 381, 383 et 384, BZ n° 217 à 220, 224, 231, 237, 247, 248, 251, 256, 258, 264 et 265</p>	Déclaration	---

Le projet consiste en la réalisation de 175 logements à usage d'habitation.

Les eaux pluviales sont collectées dans un réseau séparatif.

En domaine privé, les eaux pluviales sont gérées directement à la parcelle (massif drainant, noue, structure alvéolaire...). L'ouvrage déterminé, d'un volume de stockage de 340 m³, est dimensionné pour une pluie d'occurrence décennale. Ces eaux pluviales sont acheminées vers les ouvrages de gestion du domaine public.

Concernant la gestion des eaux pluviales en domaine public, les ouvrages présentent un dimensionnement permettant de collecter des eaux d'occurrence vicennale. Les noues sont connectées entre elles par surverse. Elles sont engazonnées ou munies de plantes héliophytes. Les espaces verts creux permettent de tamponner au maximum le flux amont et seront munis d'une tranchée drainante sous les ouvrages. L'ensemble de ces ouvrages présentent un volume de stockage de 575,3 m³. Les eaux pluviales sont dirigées vers un bassin de rétention existant, d'un volume de 1500 m³. Elles sont ensuite dirigées vers le réseau d'eau communal et rejoignent l'exutoire Le Loir.

Il convient de s'assurer de la conformité des branchements et des raccordements au réseau séparatif afin qu'aucun rejet d'eaux usées ne soit effectué dans les ouvrages de gestion des eaux pluviales.

Aucun produit phytopharmaceutique (désherbants...) ne doit être utilisé à moins de 5 mètres des noues, regard, tête de buse, espaces verts creux...).

Le service en charge de la police de l'eau ne comptant pas s'opposer au projet, le déclarant peut débiter les travaux à réception de ce récépissé.

Copie de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de VENDOME où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information. Une copie de la déclaration est adressée pour information à la Commission Locale de l'Eau du SAGE Loir.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de LOIR-ET-CHER durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de la publication ou de son affichage à la mairie de la commune de VENDOME par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

En application de l'article R.214-51 du code de l'environnement, sauf en cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration devient caduque lorsque l'installation n'a pas été mise en service, l'ouvrage n'a pas été construit ou le travail n'a pas été exécuté ou bien l'activité n'a pas été exercée, **dans un délai de trois ans**, à compte du jour de la date du présent récépissé de déclaration.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance du délai de trois ans.

Le délai de mise en service, de construction ou d'exécution prévu précédemment est suspendu jusqu'à la notification de la décision devenue définitive d'une autorité juridictionnelle en cas de recours contre le récépissé de déclaration ou contre le permis de construire éventuel.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé. Un exemplaire des plans de récolement sera transmis au service chargé de la police de l'eau.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

à BLOIS, le 16 avril 2015

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental adjoint des Territoires, par
délégation,

La responsable de l'unité Maîtrise des Pollutions de l'Eau,

Signé

Christine LLORET